



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Mai 2002

Volume 1, Numéro 3

LIGNE DE FOND _____ 1

Accès Aux Marchés: Les Modalités D'Organisation Des
Négociations Divisent Les Membres _____ 1

Groupe De Travail Sur Les Liens Entre Commerce Et
Investissement: Les Membres S'Opposent Sur Des
Questions De Définition _____ 3

NOUVELLES DE L'OMC _____ 5

Symposium Sur L'Agenda De Doha: Décideurs Et Société
Civile En Conclave A L'OMC _____ 5

Mesures Antidumping: Les Membres Font Le Bilan De
L'Année 2001 _____ 7

CCD: Les Membres Se Limitent A Un "Echange De
Vues" Sur Le Traitement Spécial Et Différencie _____ 8

SUR LE FIL _____ 8

AGOA : Les Secteurs Textiles Ghanéen Et Sénégalais
Eligibles _____ 8

CEDEAO : Un Nouveau Jalon Vers La Monnaie Unique
Sous Régional _____ 9

UEMOA/USA : Un Accord De Partenariat Pour Doper
Les Echanges Commerciaux? _____ 10

EVENEMENTS _____ 11

PUBLICATIONS _____ 12

LIGNE DE FOND

Accès Aux Marchés: Les Modalités D'Organisation Des Négociations Divisent Les Membres

Les délégués réunis les 10-11 avril à l'OMC, dans le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles sont restés dans l'impasse en ce qui concerne l'établissement d'une date butoire pour convenir des modalités des pourparlers sur les tarifs industriels. Certains pays en développement, notamment l'Inde et le Kenya, s'opposent aux efforts visant à fixer une date limite. Une proposition antérieure du Président du Groupe de négociation avait suggéré que les Membres se mettent d'accord sur des modalités d'ici le 30 mars 2003, comme c'est le cas pour l'agriculture et les services.

Mandat de Doha sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles

Le paragraphe 16 de la déclaration ministérielle de Doha spécifie le mandat de réduction ou d'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires pour les produits non agricoles. Il vise en outre, spécifiquement, les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement et une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction pour les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA). Le paragraphe stipule enfin que les modalités à convenir " incluront des études et des mesures de renforcement des capacités appropriées pour aider les PMA à participer effectivement aux négociations. "

Les modalités définissent le cadre de la conduite des négociations et peuvent comprendre des cibles

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

numériques, des formules de réduction, secteur par secteur, et des approches demande/offre. Parce qu'elles structurent la manière dont les droits de douane seront réduits et quels types de tarifs seront visés, elles peuvent avoir un impact significatif sur le résultat des négociations.

Groupe de négociation des 10-11 avril

Lors de la réunion des 10-11 avril, un groupe de pays en développement, notamment l'Inde, l'Égypte, les Philippines et le Kenya (au nom du Groupe africain) ont rejeté la date de compromis avancée par le Président du Groupe de négociation, qui prévoyait le 30 avril 2003 pour convenir des modalités de négociation. Plusieurs de ces pays ont déclaré qu'il ne devrait y avoir aucune date de référence sur l'accès au marché car aucune n'était spécifiée dans la Déclaration de Doha et qu'il fallait davantage de temps pour examiner les implications des différents types de modalités. La Chine s'est également opposée à la proposition du Président en faisant valoir qu'il était difficile pour les pays en développement d'adhérer à des délais serrés dans divers groupes de négociation. Un autre groupe de pays en développement, notamment le Mexique, le Brésil et le Chili, a préconisé une approche plus flexible du calendrier des négociations sur l'accès aux marchés. Ces pays ont également déclaré que les Membres pourraient peut-être fixer un délai informel pour une décision sur les modalités, ce qui refléterait la flexibilité incorporée dans le mandat de Doha.

Certaines sources ont indiqué que l'opposition des pays en développement à une date cible reflétait leur réticence à appuyer un agenda " très ambitieux " en matière de tarifs industriels. Une source d'un pays en développement a déclaré, en particulier, que les pays africains ne s'intéressaient pas aux nouveaux efforts de libéralisation car ils ont procédé à de nombreuses réformes unilatérales dans le cadre des programmes d'ajustement dictés par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale. Cette source a également déclaré qu'il n'était pas logique de fixer une date limite pour la décision sur les modalités sans avoir évalué si les pays avaient bénéficié de suffisamment d'assistance technique et de

renforcement des capacités pour participer aux négociations.

Pour leur part, les pays industrialisés jugent la date limite de mars 2003 raisonnable, étant donné que la Déclaration de Doha prévoit un terme aux négociations globales de l'OMC au 1er janvier 2005. Tout en exprimant leur déception concernant la date du 30 avril 2003 proposée par le Président, ils ne l'ont pas exclue. Les pays développés sont préoccupés par le fait que le report de la date pour un accord sur les modalités vers la fin de l'année leur laissera peu de temps pour consulter leurs capitales sur les prochaines mesures à prendre en matière d'accès aux marchés, avant la prochaine Conférence ministérielle de mi 2003, ce qui constituera pour eux un obstacle sérieux à la conclusion des négociations d'ici 2005.

Les prochaines réunions du groupe sont prévues les 11-12 juillet, 12 septembre, 4-6 novembre et 2-3 décembre. Selon certaines sources, les deux premières réunions doivent se pencher sur la discussion des droits tarifaires et non tarifaires. La réunion de novembre sera, quant à elle, vraisemblablement consacrée aux modalités possibles pour les négociations sur l'accès aux marchés.

La proposition du Président du 11 avril comprenait également la programmation d'une session de bilan en décembre 2002 et de trois réunions en 2003 : 19-21 février, 19-21 mars et 23-25 avril. Toutes les réunions de 2003 porteraient sur les modalités, en commençant par une revue des modalités possibles sur la base d'un document préparé par le Président. Le Président, l'Ambassadeur Pierre-Louis Girard de la Suisse - nommé officiellement Président du Groupe lors de la réunion des 10-11 avril - n'étant pas arrivé à susciter un consensus autour de sa proposition, poursuivra les consultations dans ce domaine, pour tenter d'arriver à un accord à temps pour la réunion du Comité des négociations commerciales, le 24 avril.

Produits environnementaux

Bien que la question des produits environnementaux n'a pas été soulevée lors de la

session du Groupe de négociation, un diplomate a déclaré qu'il y avait une possibilité pour que le Groupe envisage une analyse des produits environnementaux comme une catégorie à part, mais qu'il subsistait de grandes questions de définition. " Il serait un peu difficile de définir ce que l'on pourrait classer comme produit environnemental, car c'est une question transversale ", a expliqué la source " mais la difficulté réelle est d'amener d'autres membres clés à s'impliquer. " La source a fait référence à une classification sectorielle des produits environnementaux déjà identifiée lors du Forum Asie-Pacifique de coopération économique (APEC) comme point de référence potentiel. Un autre délégué a déclaré que ceci était un domaine où le Comité du commerce et de l'environnement (CCE) pourrait être en mesure de fournir une orientation.

La réduction ou l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires pour les produits environnementaux fait partie du mandat de l'Environnement, au titre du paragraphe 31(iii) de la Déclaration de Doha. Mais le problème en suspens est de savoir comment les membres vont l'aborder dans ce domaine.

Groupe De Travail Sur Les Liens Entre Commerce Et Investissement: Les Membres S'Opposent Sur Des Questions De Définition

Les membres du groupe de travail sur le commerce et l'investissement se sont réunis en session spéciale les 18 et 19 avril dernier. Les débats appuyés sur une série de propositions ont porté globalement sur des questions sémantiques et ont cherché à trouver une définition appropriée aux termes d'investissement et de transparence. Ils ont cependant fait apparaître de profondes divergences de conceptions et d'approches entre les pays développés et certains pays en développement, présageant ainsi des difficultés auxquelles les membres risquent de se heurter dans les négociations à venir.

A Doha, les membres avaient convenu que les négociations auraient lieu " après la cinquième session de la Conférence ministérielle sur la base d'une décision qui sera prise, par consensus explicite, à cette session sur les modalités des négociations" (Parag.21). D'ici la cinquième conférence prévue en 2003 au Mexique, la mission assignée au groupe de travail est d'orienter ses délibérations vers la clarification des questions de définition et de transparence, de non-discrimination, des modalités pour les engagements avant établissement reposant sur une approche du type AGCS, des dispositions relatives au développement, des exceptions et sauvegardes relatives à la balance des paiements et les consultations et règlement des différents entre membres.

Profondes divergences entre pays développés et pays en développement

Lors de la réunion des 18-19 avril, il y a eu des divergences apparentes entre les pays industrialisés (particulièrement la CE et le Japon), et certains grands pays en développement (notamment l'Inde, le Brésil, la Malaisie, l'Indonésie et la Chine). Les délégués se sont opposés sur la question de savoir ce qui constituait des obligations en matière de transparence et sur la définition de l'investissement dans un accord multilatéral potentiel. Selon une source commerciale " Il y a un sentiment fort, chez de nombreuses délégations des pays en développement, que ceci ne contient pas grand chose pour eux. "

Transparence

Le paragraphe 22 de la déclaration ministérielle de Doha fait de la transparence une des questions que devra clarifier le groupe de travail d'ici la cinquième conférence ministérielle. Dans cette perspective, L'UE et le Japon, deux grands demandeurs de négociations sur l'investissement, ont déclaré, dans des communications séparées, que le manque de transparence dans les lois et les réglementations relatives à l'investissement avaient été invoquées, par leur secteur privé, comme le principal obstacle à l'investissement dans les pays étrangers. Ils ont déclaré que ceci mettait en

évidence la nécessité d'un accord multilatéral sur l'investissement avec des dispositions fortes en matière de transparence. Les communications européenne et japonaise (WT/WGTI/W/110 et WT/WGTI/W/112 respectivement, accessibles à : http://docsonline.wto.org/gen_search.asp), appelaient à un Accord de l'OMC sur l'investissement qui exigerait des Membres la publication des lois et réglementations sur l'investissement et la notifications des changements à l'OMC.

Le document de l'UE en particulier se fonde sur l'argument que le manque de transparence dissuade les investisseurs potentiels d'entrer sur un marché. Des entreprises qui ne savent pas exactement quel est le régime juridique en vigueur dans un pays donné en matière d'investissement ont tendance à surestimer le risque associé à ce pays. En termes généraux, le manque d'information fausse les décisions économiques, y compris celle d'investir dans une activité ou dans un pays donné.

Intervenant en tant qu'observateur, la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), avec l'appui de l'Inde, du Brésil, de la Malaisie, de l'Indonésie et de la Chine, a proposé que les disciplines en matière de transparence s'appliquent également aux pays d'origine (origine de l'investissement) et aux entreprises transnationales. Un certain nombre de pays en développement, notamment le Brésil, le Venezuela, le Chili et la Chine, ont déclaré que les prescriptions en matière de transparence ne devaient pas être trop pesantes pour les pays en développement.

Portée et définition

Sur la portée et la définition de l'investissement, quatre nouveaux documents de synthèse ont été déposés par le Canada, la Corée, l'UE et le Japon. Le document canadien (WT/WGTI/W/113), demandait que toute définition reflète la réalité des affaires et citait une définition large de l'investissement utilisée par l'ALENA. Selon la Corée (WT/WGTI/W/114), la définition de l'investissement serait déterminée selon les objectifs convenus d'un futur accord. Le document

de la CE (WT/WGTI/W/115) spécifiait que trois éléments devaient être inclus dans une définition de l'investissement : les entreprises d'investissement direct, les transactions en capital de l'investissement direct, et les investisseurs étrangers directs. Finalement, le document du Japon (WT/WGTI/W/111) se concentre sur les relations entre un accord possible sur l'investissement et l'Accord général de l'OMC sur le commerce des services (AGCS) et spécifie que l'investissement direct dans les services est déjà couvert par l'OMC au titre de l'AGCS, alors qu'aucun Accord de ce type n'existe pour l'investissement dans le domaine de la production manufacturière. Toujours selon le Japon, l'OMC devrait se concentrer sur l'investissement étranger direct et non sur les flux de capitaux spéculatifs à court terme.

D'autres pays se sont fait l'écho des points de vue du Japon sur l'investissement à court terme, notamment l'Inde, le Brésil, la Rép. Tchèque, Cuba, la Malaisie, l'Égypte, la Chine et la Pologne. Ces Membres ont fait valoir que toute définition de l'investissement devait se concentrer sur l'investissement direct à long terme et exclure les flux de capitaux spéculatifs à court terme. Selon l'Inde, une définition de l'investissement devrait reposer sur la référence à l'investissement étranger direct à long terme figurant dans la Déclaration de Doha. Le délégué indien a déclaré que le Groupe de travail devait être très clair sur ses attributions au titre de la Déclaration de Doha, dans la mesure où les négociations ne pouvaient commencer qu'après une décision de consensus lors de la Cinquième Conférence ministérielle et que les Membres ne devaient pas, en ce moment, s'attendre à une quelconque décision. L'Inde a ajouté que le Groupe de travail devait également tenir compte des besoins des pays en développement et ne devait pas empiéter sur leurs droits de réglementer l'investissement pour protéger l'intérêt public. Selon la Malaisie, il fallait laisser chaque gouvernement établir sa propre définition de l'investissement.

Le Groupe de travail a également débattu d'un programme général d'assistance technique par le

Secrétariat de l'OMC, comprenant quatre cours de formation régionaux et cinq séminaires régionaux pour 2002. Un atelier technique pour les délégués basés à Genève et pour les responsables des capitales est en train d'être organisé pour le 2 juillet 2002. La déclaration de Doha met l'accent sur l'assistance technique et la constitution de capacité pour aider les pays en développement à mieux évaluer les implications d'une coopération multilatérale plus étroite pour leurs politiques et leurs objectifs de développement et pour leur développement humain et institutionnel.

Le Groupe de travail doit se réunir du 3 au 5 juillet 2002, pour se concentrer sur les trois questions suivantes citées dans la Déclaration de Doha : non-discrimination ; modalités pour des engagements avant établissement reposant sur une approche fondée sur des listes positives de type AGCS ; dispositions relatives au développement.

NOUVELLES DE L'OMC

Symposium Sur L'Agenda De Doha: Décideurs Et Société Civile En Conclave A L'OMC

Près de 700 participants, responsables gouvernementaux, parlementaires, membres de la société civile, universitaires et représentants des médias, se sont réunis du 29 avril au 1 mai, lors d'un symposium public organisé par le Secrétariat de l'OMC sur le thème " Agenda de développement de Doha et au-delà ".

La manifestation de deux jours et demi a comporté 16 sessions, avec cinq sessions dirigées par le Secrétariat, consacrées à des questions relatives aux négociations nouvellement lancées au titre de la Déclaration ministérielle de Doha, notamment sur l'accès aux marchés, l'environnement, le développement, ainsi que l'investissement et la concurrence. La particularité de ce symposium - par rapport aux rencontres antérieures convoquées

par l'OMC - a été l'espace donné aux ONG pour qu'elles organisent leurs propres manifestations. Les ONG ont en effet tenu onze sessions, qui ont fourni aux participants l'opportunité de débattre de sujets choisis par les ONG elles-mêmes, notamment des questions telles que le dumping, les services, le développement et les approches des pays en développement sur le commerce et l'environnement.

Après le lancement du symposium public des ONG, en juillet de l'an passé, le Secrétariat a organisé cette seconde manifestation publique afin " d'améliorer le dialogue avec le public " et de " promouvoir une meilleure perception de l'OMC par le public ", comme prévu dans l'article 10 de la déclaration de Doha. Alors que le symposium de l'an passé avait été financé par plusieurs pays commanditaires, la manifestation de cette année a été financée par différents fonds de l'OMC, tels que ceux du " Trust Fund " pour l'assistance technique, récemment établi. Lors de la session de clôture du symposium, le 1 mai, Mike Moore a fait part de son espoir que, sous la direction du prochain Directeur général, Supachai Panitchpakdi, le symposium des ONG se développerait pour devenir une manifestation annuelle de l'OMC, financée par le budget régulier de l'organisation.

Divergences sur les " nouveaux thèmes "

Durant la session d'ouverture, Mike Moore a qualifié les thèmes de Singapour - c'est-à-dire l'investissement, la concurrence, la transparence dans la passation des marchés publics et la facilitation des échanges - de " questions de développement " faisant partie du " Cycle de développement " lancé à Doha. Par contre, Jeremy Hobbs, d'Oxfam International, intervenant lors de la même session, a déclaré que la conduite de telles négociations " sous l'égide de l'OMC n'apporterait aucun avantage majeur aux pays pauvres. " Ernesto Zedillo, ancien Président du Mexique, s'est dit inquiet d'un lien possible entre la réussite des pourparlers sur le développement et les négociations sur l'investissement et la concurrence. Le nouvel ambassadeur de Chine à l'OMC, Sun Zhenyu, a averti qu'il ne fallait pas " intégrer trop de thèmes dans les nouvelles négociations "

compte tenu de la proximité de la date limite du 1 janvier 2005 pour les négociations.

Des discussions connexes se sont poursuivies lors d'une session de travail, le 30 avril, organisée par le Secrétariat de l'OMC sur les " Nouveaux thèmes dans le système commercial ", session au cours de laquelle le Professeur V. Balasubramanyam (University of Lancaster) a soutenu l'idée d'un accord de l' OMC sur l'investissement étranger direct (IED), à la condition qu'un tel instrument reflète les intérêts des pays en développement et reconnaisse également la compensation réciproque entre la souveraineté étatique et les gains tirés de l'IED. Konrad von Moltke (International Institute for Sustainable Development) a toutefois mis en garde contre le fait qu'une surcharge de l'OMC pourrait entraver son efficacité organisationnelle. Sur la concurrence, le Professeur Frédéric Jenny, Président du Groupe de travail de l'OMC sur le commerce et de la politique de la concurrence, a soutenu qu' un Accord de l'OMC sur la concurrence pourrait, par exemple, aider les gouvernements à résister aux pressions protectionnistes et corporatistes des lobbies nationaux et leur permettre d'établir un environnement juridique plus favorable à l'investissement.

Développement à travers le libre marché ou le protectionnisme

Lors des débats de la session de l'OMC du 29 avril, " Accès aux marchés - Qu 'est-ce qui est en jeu ? ", qui se sont essentiellement concentrés sur les droits de douane, Christopher Padilla (Eastman Kodak), a préconisé l' élimination de la totalité des droits de douane dans les pays développés et les pays en développement d'ici 2020. Le Professeur Jagdish Bhagwati (Colombia University) a également plaidé en faveur de l'ouverture des marchés, mais a en outre mis l'accent sur la nécessité de renforcer la capacité d'offre et d'accroître la " pénétrabilité des marchés du Nord. " Noreena Hertz, de University of Cambridge, a toutefois contesté l'hypothèse fondamentale que la libéralisation des échanges et la croissance économique mènent nécessairement à la réduction de la pauvreté, en faisant valoir qu'un nombre significatif de pays en développement

ayant connu des réussites avaient été en mesure de rehausser leurs niveaux de croissance économique à travers la protection des marchés et la gestion des échanges.

La question des marchés libres contre les marchés protégés a été le thème central de la session sur les " Opportunités de développement à partir de Doha ", organisée le 29 avril, par l'OMC. Les discussions se sont en outre concentrées sur les questions de la transparence et de la corruption, perçues par de nombreux participants comme les principaux facteurs qui sapent les efforts internationaux de développement. Il faudrait toutefois noter qu'au cours des diverses sessions organisées par l'OMC, il n'a été fait mention ni du traitement spécial et différencié, ni des problèmes de mise en œuvre, ni des différents aspects de 'développement' du nouveau programme de travail traitant du commerce et de la dette, des finances, du transfert de technologie, des pays les moins avancés, des petites économies, etc. Même la question de l'assistance technique et du renforcement des capacités n'a reçu que peu d'attention.

Débat animé sur le commerce, la mondialisation et l'environnement

Différents éléments de l'intersection entre le commerce et l'environnement ont été abordés lors du symposium, suscitant parfois des échanges animés entre intervenants. Une session du 30 avril sur " Commerce et environnement après Doha ", a vu Tony Juniper, de Friends of the Earth, affronter Bjorn Lomborg, de l'Université de Aarhus. La discussion qui a suivi a porté sur les effets de la croissance et de la libéralisation sur l'environnement mondial, Juniper et un certain nombre de participants contestant l' affirmation de Lomborg selon laquelle la croissance économique n'était pas néfaste à la qualité générale de l'environnement. Il y a toutefois eu peu de débat sur le nouveau mandat de négociation de l'OMC sur le commerce et l' environnement. Ce sujet a été examiné minutieusement lors d'une session convoquée le 1 mai, par le l'ICTSD (Centre international pour le commerce et le développement durable) et l'IISD (l'Institut international du développement durable), session

intitulée " An Emerging Southern Agenda on Trade and Environment ", au cours de laquelle les intervenants ont présenté les éléments émergents d'un agenda positif des pays en développement sur l' environnement. De nombreux participants ont soutenu que les pays en développement devaient suivre une approche " proactive " plutôt que " défensive ", alors que le délégué brésilien, Antonio Patriota, ajoutait qu' un agenda des pays en développement devrait être simple, au lieu d'être complexe. Il y a également eu une insistance sur le besoin de constitution de capacité supplémentaire dans ce domaine, particulièrement au niveau national.

Libéralisation contre déréglementation des services

Les intervenants lors d'une session du 1 mai intitulée " Services at the WTO : Unpacking the new GATS negotiations ", organisée par un groupe d'ONG, ont attiré l'attention sur des insuffisances possibles de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et sur sa renégociation en cours. Un certain nombre de points clés ont été débattus, parmi lesquels la nécessité de limiter à la fois la portée et la profondeur de l'AGCS, de mener une évaluation qualitative et quantitative des impacts de la libéralisation du commerce des services sur les pays en développement, d'appuyer la capacité de négociation des pays en développement et de surmonter les déficits démocratiques et de transparence dans les négociations. Un certain nombre d' ONG participant à la session ont également soutenu que l'AGCS saperait le droit des Membres à réglementer les services publics. Une délégation d'un pays Membre de l'OMC a rétorqué que les engagements actuels des Membres sur les services représenteraient moins que le statu quo du niveau réel de libéralisation.

Mesures Antidumping: Les Membres Font Le Bilan De L'Année 2001

Dans un rapport fait dans le courant du mois d'avril dernier, le secrétariat de l'OMC a indiqué qu'au cours de la période du 1er juillet au 31 décembre

2001, 19 Membres avaient ouvert 186 enquêtes antidumping concernant les exportations de 55 pays ou territoires douaniers différents. Pendant la même période en 2000, 18 Membres de l'OMC avaient ouvert 187 enquêtes.

La plupart (60) des enquêtes ouvertes au cours du deuxième semestre de 2001 portaient sur des produits relevant de la section des métaux communs. Les deux autres secteurs les plus visés étaient les produits chimiques et les matières plastiques. Au deuxième semestre de 2001, huit Membres de l'OMC ont imposé au total 79 mesures antidumping définitives sur les exportations de 33 pays ou territoires douaniers. Selon le secrétariat, ce chiffre est en net recul par rapport aux 107 mesures imposées dans la période correspondante de l'année 2000. Il faut aussi noter la diminution du nombre des pays qui imposent des mesures, qui était de 16 au deuxième semestre de 2000. Les États-Unis ont imposé le plus grand nombre de mesures définitives (21), ce qui représente une progression notable par rapport aux huit mesures définitives qu'ils avaient imposées dans la période correspondante de 2000. Ils sont suivis de près par l'Inde avec 20 mesures. Les Communautés européennes et l'Argentine ont adopté, respectivement, onze mesures, ce qui, pour les Communautés, constitue un recul notable par rapport aux 32 mesures imposées au deuxième semestre de 2000.

La Chine est le pays dont les exportations ont fait l'objet du plus grand nombre de mesures définitives (21); elle est suivie de loin par le Taipei chinois (six mesures). Pour la Chine, ces chiffres représentent une légère augmentation par rapport aux 17 mesures enregistrées au cours du deuxième semestre de 2000.

L'Accord antidumping de l'OMC autorise les gouvernements à prendre des dispositions contre les importations faisant l'objet d'un dumping lorsque celles-ci causent un dommage important à la branche de production nationale concurrente. Pour cela, le pays importateur doit, à la suite d'une enquête, déterminer l'existence d'un dumping, calculer la marge de celui-ci (qui indique jusqu'à

quel point le prix à l'exportation est inférieur au prix sur le marché intérieur de l'exportateur ou "valeur normale") et établir que le dumping cause un dommage.

L'article VI du GATT autorise les pays à imposer des mesures pour lutter contre le dumping. L'Accord antidumping précise et développe les dispositions de l'article VI en établissant des prescriptions détaillées de procédure et de fond; et les deux textes sont appliqués ensemble. Ils permettent aux pays de prendre des dispositions qui enfreindraient normalement les principes du GATT concernant la consolidation des droits de douane et la non-discrimination entre partenaires commerciaux. Une constatation positive dans une affaire antidumping aboutit le plus souvent à l'imposition d'un droit additionnel à l'importation du produit faisant l'objet d'un dumping en provenance du pays exportateur visé, ce droit servant à rapprocher le prix du produit de la "valeur normale" ou à faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale du pays importateur.

CCD: Les Membres Se Limitent A Un "Echange De Vues" Sur Le Traitement Spécial Et Différencié

Après la première session extraordinaire du comité du commerce et du développement du 5 mars 2002 consacrée à l'examen du plan de travail et du calendrier de réunions, les membres du CCD se sont retrouvés en deuxième session extraordinaire le 9 avril dernier. Faisant suite à celle de mars, l'objectif de cette deuxième réunion était de faire avancer le mandat de Doha concernant les dispositions du traitement spécial et différencié telles qu'elles sont formulées dans le paragraphe 44 de la déclaration ministérielle.

Au cours de cette réunion, les membres ont procédé à un échange de vues sur les principes et objectifs liés aux dispositions relatives au traitement spécial et différencié, ainsi qu'à leur renforcement. Ils sont en outre entrepris des

discussions sur l'identification des dispositions non impératives relatives au traitement spécial et différencié qui devraient être rendues impératives, ainsi que sur les conséquences juridiques et pratiques qu'il y aurait à procéder de la sorte. Compte tenu de la date limite qui s'applique aux alinéas i) et ii) de la décision sur la mise en œuvre (parag. 21), quatre autres réunions sont prévues d'ici fin juillet (16 mai, 14 juin, 2 et 17 juillet 2002).

Pour les deux prochaines réunions les membres ont convenu de continuer à identifier les dispositions qui devraient être rendues impératives et d'indiquer les modalités qui visent à les rendre plus effectives. Il a été décidé en outre de faciliter l'ordonnancement des débats en se focalisant sur chacune des décisions et réunions précédentes. Ils se pencheront enfin sur la demande qui leur est faite dans l'alinéa 12.1 ii) de la décision de mise en œuvre d'examiner les moyens, y compris l'amélioration des flux d'informations, qui permettent d'aider les pays en développement, en particulier pour les pays les moins avancés, à mieux utiliser les dispositions du traitement spécial et différencié.

SUR LE FIL

AGOA : Les Secteurs Textiles Ghanéen Et Sénégalais Eligibles

Après le Ghana le 11 avril, le Sénégal a obtenu le 22 avril dernier le visa pour l'exportation de produits textiles sur le marché américain dans le cadre de la Loi sur la croissance et les opportunités de en Afrique (AGOA). Ils deviennent ainsi les deux premiers pays ouest africains à être éligibles au titre de l'initiative sur le secteur des textiles et de la confection.

La loi américaine fournit une variété de préférences commerciales aux pays africains éligibles, en particulier dans le secteur du textile où

elle vise l'ouverture du marché américain en franchise de droit et de quota aux produits textiles africains faits de tissus locaux et de fil africain ou américain. Mais, si 35 pays africains sont aujourd'hui éligibles à l'initiative AGOA en respectant une bonne partie des critères généraux d'éligibilité, seule 16 d'entre eux ont jusqu'ici rempli les conditions additionnelles relatives au secteur des textiles. Pour ce faire, le pays candidat doit donner la garantie qu'il n'incorpore dans la fabrication du textile à exporter que du fil textile local ou, à défaut, du fil américain. A cette fin, toute exportation vers les USA doit être accompagnée de preuves documentaires d'origine établies conformément aux critères de recevabilité des autorités américaines. La marchandise doit en outre être transportée directement du lieu de fabrication à destination du territoire douanier américain.

Ces garde-fous visent à prévenir tout risque de fraude consistant à importer d'autres fils étrangers pour la fabrication des textiles africains ou importer des textiles étrangers pour les reconditionner avec le label africain avant leur exportation aux USA. Pour se prémunir contre de tels abus, les USA ont exhorté les pays africains à mettre en place des dispositifs législatifs pour lutter contre les contrefacteurs et empêcher les exportations illégales. Les lois domestiques doivent en outre permettre à la douane américaine de vérifier la véracité et la conformité des déclarations contenues dans les certificats d'origine délivrés par les pays exportateurs.

Avec l'élection du Sénégal et du Ghana, ce sont désormais seize pays africains qui ont répondu aux exigences d'acceptabilité et appliqué tous les éléments du processus d'éligibilité additionnel imposé par les USA. Ces pays sont : le Botswana (août 2001), l'Ethiopie (août 2001), le Kenya (janvier 2001), le Lesotho (avril 2001), Madagascar (mars 2001), le Malawi (août 2001), l'Île Maurice (janvier 2001), l'Afrique du Sud (mars 2001), le Swaziland (juillet 2001), l'Ouganda (octobre 2001), la Namibie (décembre 2001), la Zambie (décembre 2001), la Tanzanie (février

2001), le Mozambique (février 2002), le Ghana (avril 2002), Sénégal (avril 2002).

La manne financière offerte par les exportations de textile africain sur le marché américain s'élèvent actuellement à 350 millions de dollars, somme qui pourrait atteindre 4,2 milliards de dollars dans les huit années à venir.

Sources :

" Les produits textiles Ghanéen éligibles à l'AGOA ", Panapress, 15-4-02 " le Sénégal obtient le visa AGOA ", Sud quotidien, 26-04-02 AGOA website : www.agoa.gov

CEDEAO : Un Nouveau Jalon Vers La Monnaie Unique Sous Régional

Lors de sa session du 8 au 12 avril dernier à Freetown (Sierra Léone), le Conseil de convergence pour la seconde Zone monétaire de la CEDEAO a réaffirmé son choix de " ECO " comme nom de la future monnaie unique sous-régionale qui doit être adoptée à l'horizon 2004.

Le projet de création d'une seconde zone monétaire ouest africaine (WAMZ) en parallèle avec le F CFA avait été lancé en avril 2000 dans le cadre des accords d'Accra. Initialement prévue pour 2003, cette seconde zone monétaire avait pour objectif de faciliter l'intégration économique des pays ouest africains non membres et l'UEMOA par l'adoption d'une politique monétaire et financière commune. Celle-ci devait ensuite, à l'horizon 2004, rejoindre la zone CFA pour parachever le processus de création du marché économique et monétaire de la CEDEAO. Sur l'agenda : union douanière, rapprochement des échanges et critères de convergence macro-économiques dans un cadre harmonisé réunissant la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Nigeria, et la Sierra léone.

Au cours du sommet de la CEDEAO réuni à Dakar en décembre 2001, les chefs d'Etats des cinq pays avaient reporté leur décision sur le choix du nom à donner à la monnaie de la seconde zone et avaient

demandé aux gouverneurs des banques centrales et aux ministres des affaires étrangères et de la coopération régionale de se rencontrer pour convenir d'un nom, qui sera aussi celui de la future monnaie commune sous-régionale.

En dépit de l'accord sur le nom de la monnaie, force est de constater que le projet est encore lointain. Aucun critère de convergence n'est rempli par aucun des cinq pays signataires et l'Union douanière n'est qu'en balbutiement. Pourtant, aux termes de l'Accord de création de la seconde zone, tous les pays s'étaient engagés à réduire progressivement l'inflation à moins de cinq pour cent au plus tard en 2002, à suivre une discipline budgétaire, à réduire le financement de l'inflation et à assainir leurs banques centrales. C'est pourquoi la réunion de Freetown a encouragé les membres à élaborer des programmes nationaux afin d'atteindre ces critères avec le soutien de l'Institut monétaire ouest africain (IMAO) et a demandé à ce dernier d'élaborer un plan de réserve pour le cas où aucun des pays concernés ne respecterait les critères avant l'échéance de décembre 2002.

La CEDEAO regroupe tous les pays de l'Afrique de l'Ouest (les 8 pays de l'UEMOA + Cap-Vert, Gambie, Guinée, Nigeria, Ghana, Sierra Leone, Libéria) pour une population estimée à 210 millions de personnes en 2002. Celle-ci sera de plus de 300 millions de personnes d'ici 2015 et constituera à la fois un important marché et un partenaire économique et politique de premier plan, qui devra alors s'ouvrir à ses partenaires commerciaux tels que l'Union européenne qui a accepté récemment, que les futures négociations des Accords de partenariat économiques avec les "ACP" d'Afrique de l'Ouest se déroulent dans le cadre de la CEDEAO.

Sources : " La monnaie sous-régionale de la CEDEAO s'appellera " ECO ", Panapress, 15-04-02 " Une union monétaire de seconde zone " Afrikeco.com, 11-04-02

UEMOA/USA : Un Accord De Partenariat Pour Doper Les Echanges Commerciaux?

Les USA et l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) ont signé le 24 avril dernier à Washington, un Accord de partenariat économique destiné à favoriser l'accroissement des échanges commerciaux entre les deux parties et la promotion des investissements américains en Afrique de l'Ouest.

L'Accord prévoit la création d'un Conseil du commerce et des investissements qui sera chargé de mettre en place un mécanisme destiné à faciliter les échanges commerciaux et à supprimer les obstacles au commerce et aux investissements entre les USA et l'UEMOA. Cette structure sera composée des représentants des deux parties signataires. Selon de représentant de Robert Zoellick, Secrétaire américain au commerce extérieur, " l'Accord contribuera à resserrer les liens économiques entre l'Afrique de l'Ouest et les USA ainsi qu'à renforcer le potentiel économique et le dynamisme de l'Afrique de l'Ouest ".

D'après le représentant américain, les membres de l'UEMOA se sont distingués en Afrique subsaharienne par leurs actions en faveur de l'intégration économique, la suppression des obstacles au commerce et de la création d'un environnement propice aux investissements.

Aux termes de cet Accord, les USA s'engagent à fournir une assistance technique ciblée et à renforcer les capacités économiques et commerciales de leurs partenaires de l'UEMOA. La première partie de ce programme commence dès juin dans le cadre d'un séminaire qui devra se tenir à Washington. Les deux parties cherchent par cette démarche à identifier conjointement les possibilités d'investissement et de commerce sur leurs marchés respectifs. Cette volonté si elle venait à se concrétiser, devrait doper les échanges commerciaux entre l'UEMOA et les USA qui avaient atteint l'année dernière un montant de 760 millions de dollars soit une augmentation de 12 pour cent par rapport à 2000. Les exportations

américaines vers la sous région ouest africaine sont constituées essentiellement de machine, de véhicules, des engrais et des matières plastiques. A l'inverse, ils ont importé de l'espace UEMOA du cacao, du bois, du poisson et des produits chimiques. Cette gamme devrait s'élargir à d'autres produits avec l'ouverture depuis le 24 avril du marché américain au secteur textile sénégalais dans le cadre de l'Agoa. (voir article précédent).

Sources : " les Etats-unis et l'UEMOA signent un accord de partenariat ", Panapress, 26-04-02.

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site :<http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evènement à l'OMC :

16 mai, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement, session spéciale (traitement spécial et différencié)

21 mai, OMC, Genève, Organe de règlement des différends, session spéciale.

3-4 juin, OMC, Genève, Comité des accords régionaux

5-6 juin, Conseil du commerce des services, session spéciale.

Evènement d'ailleurs

4-5 mai. Montréal, Canada " Canada et Afrique : un nouveau partenariat. " organisée sous les auspices de l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI), cette rencontre a pour objectif de relancer le débat autour des principaux axes du NEPAD. Il y sera

question de gouvernance, de santé, d'éducation...Pour de plus amples informations, Contacter : Hilary Humphrey, Office of the Minister for International Cooperation; tel: (1-819) 953-6238 Internet: <http://www.acdi-cida.gc.ca>

13-14 mai, Londres, Angleterre, Conférence internationale sur le développement durable dans le nouveau round de négociation post Doha : commerce, investissement et environnement après Doha, organisée par le " Royal Institute of International Affairs " et réunissant des personnalités comme Pascal Lamy, Commissaire européen au commerce, Supachai Panitchpakdi, prochain Directeur général de l'OMC et Rubens Rucupero, Secrétaire général de la CNUCED. Pour plus de détails, contacter : Chatham House, London; tel: (44-20) 7957- 5700; fax: 7957-5710. Internet: <http://www.riia.org>.

13-16 mai, Paris, France, réunion annuelle du Conseil des ministres de l' OCDE. Cette rencontre réunira des ministres des pays membres de l'OCDE autour de thèmes comme la croissance et la stabilité économique. Pour plus d'informations, aller sur le site :

<http://www.oecd.org/EN/document/0,EN,document-0-nodirectorate-no-12-28131-0,00.html>
4 juin 2002, " la libéralisation des échanges est-elle un facteur de renforcement de la sécurité alimentaire ? ". Colloque organisé par SFER et Solagral. Alors que les négociations agricoles se poursuivent au sein de l'Organisation mondiale du Commerce, et que la prise en compte de la sécurité alimentaire des pays en développement a été inscrite dans la déclaration finale de la Conférence de Doha, et à la veille du prochain Sommet mondial de l'Alimentation, ce colloque vise à clarifier les liens logiques, attendus et observés entre libéralisation commerciale et sécurité alimentaire.

Contact : Karine Tavernier tél : (33) 4 99 23 22 85 fax : (33) 4 99 23 24 60 E-mail: tavernie@solagral.asso.fr

10-13 juin, " Le sommet mondial de l'alimentation, cinq ans après ". Réunion mondiale organisée par la FAO dans le but d'examiner les progrès réalisés

pour réduire de la faim dans le monde. La réunion est destinée à suivre les progrès accomplis depuis le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 et à examiner les moyens d'accélérer le processus. Pour plus d'informations :

<http://www.fao.org/worldfoodsummit/>.

14-15 juin , " De Rio à Johannesburg : une réflexion sur les fondements institutionnels du commerce mondial ". Colloque organisé à L'Institut universitaire d'études du développement à Genève. Dix ans à près la Conférence de Rio, le bilan de l'application des décisions prises à la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement est loin d'être à la hauteur des principes adoptés et des engagements pris. S'interroger sur les raisons de ces "promesses non tenues", c'est l'objet de ce colloque organisé par l'IUED, en collaboration avec la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC). Contact : Catherine Minetti: E-mail: catherine.minetti@iued.unige.ch; tél: +41(0)22-906.59.43, Fax: +41(0)22-906.59.47 Voir aussi <http://www.johannesburg2002.ch>

PUBLICATIONS

Vous trouverez sous cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse e-mail: taoufik@enda.sn

En français :

Nouveau site web : un nouveau site internet entièrement consacré aux futures négociations UE/ACP est crée. Il est accessible sur : www.epawatch.net. Pour plus d'informations, adressez vous à : info@epawatch.net

POUR L'OUVERTURE DES MARCHES DE SERVICE: L'ACCORD GENERAL SUR LE COMMERCE, Avril 2002, 112 pages. Cette étude a un triple objectif. Premièrement, rappeler les

raisons économiques qui sous-tendent la réforme des secteurs de services. Deuxièmement, répondre aux préoccupations suscitées par les effets de l'AGCS en expliquant le fonctionnement de l'accord, les obligations auxquelles souscrivent les membres de l'OMC et les options qui s'ouvrent à eux dans ce contexte. Troisièmement, mettre en lumière quelques-uns des principaux enjeux du Cycle actuel de négociations au titre de l'AGCS, en attirant particulièrement l'attention sur les intérêts et les préoccupations des pays en développement et en rappelant les possibilités qu'offre l'AGCS pour jeter les bases d'une réforme des marchés de services propre à favoriser le développement.

MANUEL D'EVALUATION DE LA BIODIVERSITE. GUIDE À L'INTENTION DES DECIDEURS, Avril 2002, 180 pages. Ce manuel décrit les types de valeurs généralement associées à la biodiversité. Si la nécessité de privilégier les valeurs économiques par rapport aux autres valeurs culturelles, traditionnelles et spirituelles, souffre des exceptions, l'évaluation économique a de solides fondements théoriques qui peuvent aider à clarifier les arbitrages implicites dans les décisions des pouvoirs publics. Le manuel reconnaît aussi les limites de l'approche économique et il examine comment, en définitive, concilier les valeurs économiques et non économiques.

STATISTIQUES MENSUELLES DU COMMERCE INTERNATIONAL, Mars volume 2002, 3. Cette source fiable et à jour de statistiques sur le commerce international des pays de l'OCDE dresse un tableau précis des tendances les plus récentes des structures d'échange entre pays Membres avec le reste du monde. Les données sont ventilées par grands groupes économiques, par pays et par régions et comprennent des séries corrigées des variations saisonnières ainsi que des indices. Les séries présentées couvrent les huit derniers mois, les quatre derniers trimestres et les deux dernières années pour lesquels les statistiques sont disponibles. 'Disponible en version papier et/ou en livre électronique (PDF) sur la Librairie en ligne de l'OCDE (vendu par abonnement seulement)

http://www1.oecd.org/scripts/publications/bookshop/redirect.asp?pub=SUB-3201_3P1 et aussi Disponible en ligne (format PDF) sur SourceOECD (pour les établissements qui sont abonnés) <http://www.sourceoecd.org>

JACQUES BERTHELOT, " L'agriculture comme talon d'Achille de la mondialisation : clé pour un accord agricole solidaire à l'OMC ", Paris, Harmattan, 2001. mots-clés : Agriculture, Développement durable, Commerce international, OMC, Sécurité alimentaire.

JACQUES GRINEVALD, " Rio +10 ou Stockholm +30 ? ". Contribution au symposium sur le thème " Croissance du commerce mondial et développement durable sont ils conciliables ? " Genève, 2001. Mots-clés : Développement durable, Environnement, Ecologie

En anglais

FROM URUGUAY TO DOHA: AGRICULTURAL TRADE NEGOTIATIONS AT THE WORLD TRADE ORGANIZATION. Mars 2002, par Thomas C. Beierle, publié par "Ressources pour le futur". Ce papier examine les négociations en cours à l'OMC sur le commerce et l'agriculture, avec un accent particulier sur la question de la relation entre la libéralisation économique et la croissance et la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Pour télécharger ce document, visitez le site : http://www.rff.org/disc_papers/PDF_files/0213.pdf

"ECONOMIC GROWTH AND GREENHOUSE GAS EMISSION " par Alberto Ansuategi and Marta Escapa, in **ECOLOGICAL ECONOMICS, 2002**

"IMPLICATIONS OF WTO NEGOTIATIONS FOR BIODIVERSITY" par les "Amis de Terre International", 2002. Cette publication traite des grandes lignes des accords obtenus lors de la dernière conférence ministérielle de Doha de Novembre 2001 et leur implication pour la diversité biologique. A voir à : <http://www.foei.org/publications/biodiversity/index.html>.

"THE WTO, AGRICULTURE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT". Edité par Heinrich Wohlmeyer et Theodor Quendler, Publication du Greenleaf, Avril 2002. Le but de cette publication est d'identifier les forces et faiblesses de la libéralisation du commerce mondial en particulier dans le secteur agricole et de rechercher les impacts négatifs des accords de l'OMC sur la protection de l'environnement et la sécurité alimentaire. Document disponible sur : <http://www.greenleaf-publishing.com>, ou contacter : Samantha Self, Greenleaf , tel. (44) 114 282 3475; fax: 282 3476; email: sales@greenleaf-publishing.com

WORLD TRADE REVIEW, cette nouvelle revue de l'OMC est une initiative conjointe de l'OMC et de Cambridge University Press. Y sont publiés des articles, préalablement soumis à des spécialistes, qui contribuent au débat public sur le système commercial multilatéral. Pour plus d'informations sur la publication World Trade Review, prière de contacter M. Jean-Guy Carrier à l'OMC (téléphone: +41 22 739 5439).

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)